



**DECISION N° 041/17/ARMP/CRD DU 23 FEVRIER 2017
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES PRONONCANT LA SUSPENSION DE L'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DE L'APPEL D'OFFRES RELATIVE A LA MISE A NIVEAU DE DEUX
(02) DATACENTRES, FOURNITURE ET INSTALLATION D'EQUIPEMENTS RESEAUX
D'INTERCONNEXION DE CINQ (05) MINSTERES PILOTES ET DE SITES
REGIONAUX DU MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN (MEFP)
ET FOURNITURE DE SERVICES CONNEXES LANCE PAR LE PROJET DE
COORDINATION DES REFORMES BUDGETAIRES ET FINANCIERES (PCRF).**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2013-1385 du 31 octobre 2013 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 14-13 du 03 novembre 2013 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de la société NEUROTECH SA par courrier reçu le 21 février 2017;

VU la quittance de consignation N°100012017000510 du 21 février 2017;

Monsieur Alioune DIALLO, Commissaire à la Cellule d'Instruction des recours, rapporteur présentant les moyens et les conclusions des parties ;

En présence de Monsieur Mademba GUEYE, Président; Messieurs Samba DIOP, Boubacar MAR et Cheikhou Issa SYLLA, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision fondée sur la recevabilité du recours ;

Par courrier reçu le 21 février 2017 au secrétariat du CRD sous le numéro 042/CRD, la société NEUROTECH SA, a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) pour contester l'attribution provisoire de l'appel d'offres AAO :S_PCRBF_PARFP_561_2016 relatif à la « Mise à niveau de deux (02) datacenters, fournitures et installation d'équipement réseaux d'interconnexion de cinq (05) ministères pilotes et de sites régionaux du MEFP et fourniture de services connexes » lancé par le Projet de Coordination des Réformes budgétaires et financières (PCRBF) du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP).

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Code des Marchés publics, dès réception du recours, le Comité de Règlement des Différends examine si celui-ci est recevable et, dans l'affirmative, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché ;

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 89 et 90 du Code des Marchés publics, que tout candidat à un marché public doit préalablement à tout recours contentieux, saisir l'autorité contractante d'un recours gracieux dans un délai de cinq (5) jours francs et ouvrés à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, de l'avis d'appel à la concurrence ou de la communication du dossier d'appel à la concurrence, puis, le cas échéant, le CRD dans les trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de trois (3) jours ouvrables imparti à cette dernière pour répondre ;

Considérant, en outre, que l'autorité contractante est tenue de répondre à la réclamation du candidat dans un délai de trois (03) jours ouvrables, au de-là duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Considérant qu'il résulte des faits invoqués, qu'après avoir été informée de l'attribution provisoire du marché, la société NEUROTECH SA a, par correspondance reçue le 21 février 2017, introduit un recours gracieux pour connaître les motifs du rejet de son offre pour le marché susvisé ;

Que non satisfaite de la réponse de l'autorité contractante reçue le 20 février 2017, la société NEUROTECH SA a saisi le CRD, par courrier reçu le 21 février 2017 à l'ARMP ;

Considérant que le recours a été introduit dans les délais et formes prescrits par les articles 89 et 90 du Code des Marchés publics et que le requérant a satisfait à l'obligation de consignment, il doit être déclaré recevable.

PAR CES MOTIFS :

- 1) Déclare recevable le recours de la société NEUROTECH SA ;

- 2) Ordonne la suspension de la procédure de passation du marché sus nommé jusqu'au prononcé de la décision de la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP ;
- 3) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier à la société NEUROTECH SA, au Projet de Coordination des Réformes budgétaires et financières ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site des marchés publics.

Le Président
Le Président
Mademba GUEYE

